

DÉCLARATION DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE LA CGT SPECTACLE

Depuis hier soir, l'Unedic est occupé par plus de 200 artistes et techniciens intermittents, de femmes et d'hommes privés d'emploi, de sans domicile fixe.

Quand la démocratie sociale est systématiquement bafouée, quand les droits des salariés, des artistes et techniciens intermittents, des privés d'emploi, des sans papier et des exclus sont sacrifiés, quand les services publics sont démantelés : la révolte contre l'injustice et le mépris est légitime.

Nous n'avons pas oublié :

- ▶ la réforme imposée des retraites,
- ▶ le sacrifice de la sécurité sociale et des services publics dont ceux de la culture et de l'audiovisuel,
- ▶ le CNE et le CPE – mis en échec par la lutte -,
- ▶ le régime général d'assurance chômage négocié entre le MEDEF et les seuls « chefs de délégation » de 4 confédérations,
- ▶ la réforme des annexes 8 et 10 imposée par le MEDEF, signée par 3 confédérations minoritaires et validée par le Gouvernement,
- ▶ le fonds dit de « professionnalisation » (en régression sur le fonds transitoire) négocié avec les seuls signataires des annexes 8 et 10...

Trop, c'est trop !

La commission exécutive de la fédération Cgt des syndicats du spectacle, du cinéma, de l'audiovisuel et de l'action culturelle, réunie le 25 avril 2007 à Paris, réaffirme qu'elle est aux côtés de celles et ceux qui luttent pour le progrès social, pour la reconnaissance des droits et la protection des salariés, des privés d'emploi, des sans droits, pour la démocratie sociale et culturelle.

Ces enjeux sont plus que jamais au cœur de l'élection présidentielle, comme ils seront demain au rendez-vous des luttes contre toute proposition gouvernementale qui n'en tiendrait pas compte.

A cette étape, en plein accord avec sa confédération, la commission exécutive fédérale alerte les salariés sur le risque qu'à l'issue des élections, s'installe un pouvoir totalement acquis à une vision ultralibérale de la société et de l'économie dont les salariés et leurs libertés – notamment syndicales – seraient les victimes.

C'est à cela que nous appelons à faire barrage.

Paris, le 25 avril 2007